



LUMIÈRE ET PERSPECTIVES

LA BNU NOUVELLE, DU PROJET À L'INAUGURATION

PIERRE LOUIS

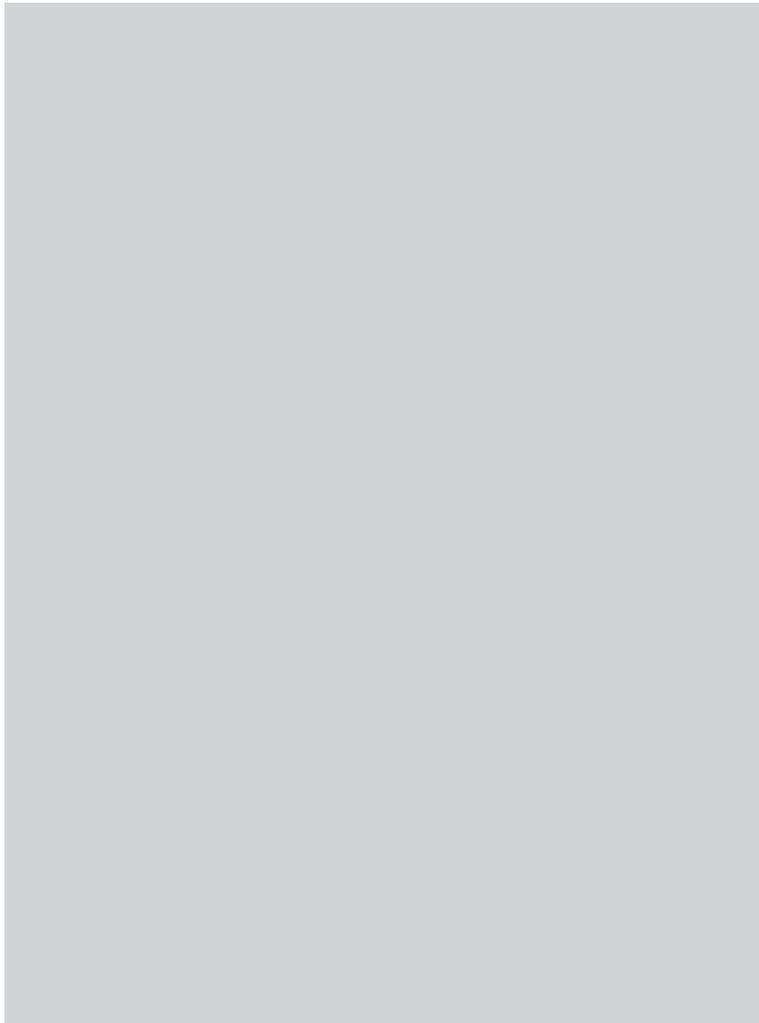
Issue d'une histoire singulière, seconde bibliothèque de France, la BNU de Strasbourg a été l'objet d'un immense chantier de modernisation, que l'on peut qualifier de véritable métamorphose. Le projet architectural, d'une ampleur phénoménale, structuré autour de dix objectifs, a été conduit dans l'optique d'améliorer l'ensemble des services aux publics ainsi que la qualité du traitement des collections, mais aussi le développement d'une politique d'action culturelle ambitieuse, entre autres...

« **La métamorphose de la BNU.**

Depuis vendredi soir, le vaisseau amiral de la Bibliothèque nationale universitaire (BNU) est fermé, place de la République. Fermé pour cause de transformation complète, dans le cadre d'un chantier qui durera plus de trois ans [...] Une fois l'intérieur du bâtiment vidé, une bibliothèque du XXI^e siècle naîtra progressivement, entourée de murs datant de la fin du XIX^e. »

Pierre Séjournet, *Dernières Nouvelles d'Alsace*,

3 octobre 2010.



Salle de lecture de la
BNU avant 1939.

LA PROBLÉMATIQUE SINGULIÈRE DE LA BNU : QUELQUES JALONS

Pour mettre le projet *BNU Nouvelle* en perspective, il convient de rappeler les circonstances particulières de la création de cette bibliothèque : en effet, c'est à la suite de la destruction totale des collections rassemblées au Temple Neuf de la bibliothèque municipale de Strasbourg et de celles du séminaire protestant le 25 août 1870 au cours du siège de la ville par l'armée prussienne, que fut décidée, par le gouvernement de Berlin, la création d'une nouvelle bibliothèque.

Après une première installation provisoire au palais des Rohan dès août 1871 avec 200 000 volumes, le bâtiment actuel, construit par les architectes Hartel et Neckelmann sur un programme bibliothéconomique moderne et ambitieux, fut inauguré le 29 novembre 1895 avec une collection de 600 000 volumes.

La situation privilégiée de l'établissement était marquée à la fois par l'ampleur de ses collections (elle sera en 1914 la troisième bibliothèque du Reich, après celles de Berlin et de Munich), son implantation au cœur de la Neustadt, la ville nouvelle, voulue par le pouvoir en place, et par son statut (ordonnance impériale du 19 juin 1872) qui en consacre la double vocation documentaire, régionale et universitaire.

Ce caractère d'exception sera maintenu par l'État français (décret fondateur de 1926 – bibliothèque nationale et universitaire – et par les textes ultérieurs qui confirmeront le statut d'établissement public de la BNU).

Au début des années cinquante, la BNU fut profondément remaniée intérieurement par l'architecte strasbourgeois François Herrenschmidt qui, pour l'essentiel, augmenta la capacité des magasins (notamment par l'insertion de rayonnages auto-portants à travers les huit niveaux de magasins), transforma et suréleva la salle de lecture principale tout en maintenant sa position centrale, et supprima la totalité de la décoration wilhelminienne.

Au début du XXI^e siècle, tant par l'importance de ses collections – la deuxième bibliothèque du pays – que par sa situation privilégiée au cœur de la cité, la BNU n'est pas une bibliothèque comme les autres ; mais, comme immobile sur la place de la République – des mentions *Kaiserplatz* complètent aujourd'hui les plaques urbaines officielles –, elle semble à bout de souffle.

L'administrateur Gérard Littler démissionne en juin 2002 pour protester contre le refus du ministère de l'Enseignement supérieur d'accorder à l'établissement les moyens exceptionnels qu'il demande pour une transformation en profondeur sur place. Son successeur, Bernard Falga, de concert avec les autorités locales, pense avoir réussi à faire émerger une solution radicale : renoncer à l'immeuble de la place de la République et rejoindre le môle Austerlitz où la communauté urbaine de Strasbourg s'apprête à transformer les entrepôts Seegmuller en « Grande médiathèque ».

À Strasbourg, le veto du ministre François Fillon laissera un goût amer à beaucoup.

Exit la bibliothèque Gutenberg, antenne décentralisée de la BNF.

Le 4 juillet 2003, *Livres Hebdo* titre : *La mal aimée de Strasbourg*, en précisant que la

« BNU... temple du livre pour quelques centaines de lecteurs entourée de magasins, vétuste, saturée avec de mauvaises conditions de conservation et de sécurité [...] sans accès direct aux documents doit se moderniser ou dépérir ».

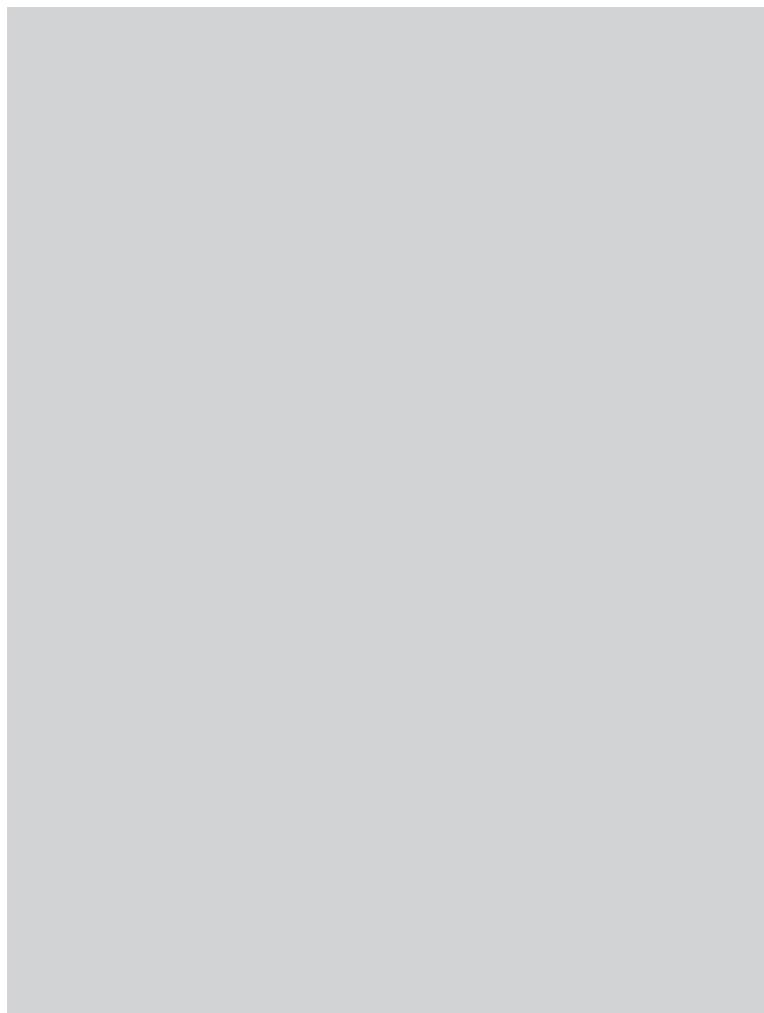
UN CONCOURS ET UN PROJET

Après plus d'une dizaine d'années de rapports, d'expertises ou d'études sans suite – dont seulement l'un ou l'autre épisode viennent d'être évoqués – et sur la base d'un « Programme général¹ », le lancement d'un nouveau projet est enfin acté le 25 juin 2005 quand le conseil d'administration adopte le principe d'une restructuration en profondeur sur place des deux sites voisins existants, République et Joffre², ainsi

que l'acquisition d'un troisième immeuble, à libérer dans un court délai par les archives départementales du Bas-Rhin, pour le stockage d'une partie des collections, le site Fischart situé à 1 500 mètres des sites République et Joffre.

De la même manière que les rapports répétés des commissions de sécurité depuis 1993 mettant en évidence la vulnérabilité au feu du bâtiment ont sans doute été décisifs dans la prise de décision du ministère, on peut considérer que c'est cette opportunité immobilière d'une vingtaine de kilomètres de magasins supplémentaires à proximité immédiate et pour un coût relativement réduit qui a définitivement ancré la BNU place de la République³.

En décembre 2005, sous l'égide du rectorat de l'académie de Strasbourg qui doit assurer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'opération,



La Salle 4 avant 2011.

¹ Un « Programme général » a été établi par le cabinet Aubry-Guiguet après une large concertation avec les équipes de la BNU.

² Dans les années 1970, la BNU avait pu faire l'acquisition d'un double immeuble voisin (3 et 5 rue Joffre) relié au bâtiment principal par un tunnel (à défaut d'une passerelle aérienne refusée).

³ On ne dira jamais assez – mais tous ceux qui connaissent Strasbourg en conviendront – l'excellence du site République pour l'implantation d'une grande bibliothèque publique et universitaire. Ce site s'est encore apprécié ces dernières années par la desserte de quatre lignes de tramway de l'excellent réseau strasbourgeois et la proximité immédiate de quatre arrêts de bus. Vers 2004, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* avaient publié un appel de personnalités strasbourgeoises pour implanter la future « Grande médiathèque » place de la République et en éloigner la BNU.



quatre équipes d'architectes – sur 67 dossiers présentés – sont retenues pour un concours sur esquisse :

- Agence Nicolas Michelin et associés (Paris) ;
- Studio Milou (Paris) ;
- Bolles & Wilson associés (Münster) ;
- SA Antoine Stinco (Paris).

Alors qu'Albert Poirot, ancien inspecteur général des bibliothèques, arrive à Strasbourg comme nouvel administrateur de l'établissement pour succéder à Bernard Falga⁴, les axes majeurs privilégiés dans ce programme sont transmis en janvier 2006 aux candidats admis à concourir :

- augmentation des capacités de stockage de la BNU (en prévision de vingt années d'acquisitions) ;
- mise en place de larges espaces d'accès public aux collections, avec un fonds significatif de documents en accès direct : 350 000 volumes environ⁵ ;
- création d'espaces d'expositions et de conférences (auditorium) ;
- réalisation d'ateliers et de magasins spécialisés adaptés à ces missions.

Par ailleurs, le Programme général rappelle que les travaux seront obligatoirement exécutés en deux phases, pour une estimation globale des travaux de 25,1 millions d'euros HT (valeur mai 2005) comprenant le coût des travaux (bâtiment), les rayonnages des magasins ouverts et fermés, les mobiliers spécifiques : banques d'accueil, casiers vestiaires, mobilier de l'auditorium⁶.

Début 2006, des éléments de programme impératifs sont précisés aux quatre équipes en lice, en particulier :

- prise en compte des impératifs liés au classement « Monument historique » de l'enveloppe extérieure du bâtiment République (conservation intégrale de la volumétrie de l'édifice, mais possibilités d'interventions plus larges à l'intérieur) ;
- organisation programmée des collections avec un rappel des missions essentielles de l'établissement : recherche pluridiscipli-

naire de dimension nationale en sciences humaines et sociales ; grande bibliothèque patrimoniale ; vocation régionale forte (alsatiques et dépôt légal) ; pôles nationaux d'excellence pour les sciences religieuses et pour l'aire culturelle germanique ;

- dimension européenne ;
- évolution quantitative prévisionnelle des collections ;
- obligation d'un phasage des travaux avec prise en compte prioritaire des problèmes de sécurité ;
- interventions sur les espaces extérieurs et en sous-sol ;
- répartition des activités entre les immeubles Joffre/République/Fischart ;
- organisation du circuit de traitement des documents ;
- mise en place de dispositifs destinés à la valorisation des collections patrimoniales.

Après l'analyse des dossiers par une commission technique, le jury, présidé par le recteur Gérald Chaix, place en tête le projet ANMA (Agence Nicolas Michelin et associés, Paris). Les principales qualités du projet Michelin relevées par le jury sont les suivantes :

- bonne adéquation au programme, malgré un phasage problématique ;
- répartition adéquate des salles de lecture avec volumétrie variée ;
- fonctionnement général très satisfaisant ;
- espaces généreux ;
- simplicité, souplesse, lisibilité des espaces.

Alors que le chantier n'a pas encore débuté, début 2010, dans un entretien avec Christophe Didier publié dans le premier numéro de la *Revue de la BNU*, Nicolas Michelin explicite sa démarche : « Je tourne le dos au bâtiment des années cinquante dont les restructurations avaient occulté en grande partie la force du plan central d'origine. En dégagant la coupole, je redonne à l'intérieur une partie de son lustre d'antan et rétablis en même temps sa logique structurelle. »

⁴ Après un intérim assuré par Catherine Donnadié entre septembre et décembre 2005.

⁵ Rappelons que jusqu'à sa fermeture en 2010, la BNU n'offrait aucun libre accès pour les documents empruntables à domicile ; cette mise à disposition massive de documents en accès direct constituait la principale innovation bibliothéconomique du programme pour un établissement qui n'avait pas pris part aux évolutions des bibliothèques universitaires des années 1970. Par ailleurs, le nombre total de documents mis à la disposition du public en accès direct sera finalement proche de 200 000 : la BNU a renoncé à la formule des magasins ouverts, elle a limité la hauteur des rayonnages pour privilégier la qualité des espaces et elle a dû accepter de nombreuses contraintes techniques liées principalement au traitement de l'air.

⁶ La problématique spécifique concernant le mobilier sera évoquée plus loin.

LA MISE AU POINT DU PROJET

Dès le début des études, un certain nombre de «sujets» ont dû être traités avant de pouvoir lancer les appels d'offres auprès des entreprises.

LA PRISE EN COMPTE DU CARACTÈRE HISTORIQUE DU BÂTIMENT (FAÇADES ET DÔME CLASSÉS MH EN 2004)

Dans un premier temps, la non-modification des façades externes (à l'exception de la réalisation d'un accès pour handicapés) donna toute satisfaction aux services de la Drac Alsace; on parvint même à intégrer la suggestion de conserver deux espaces de magasins représentatifs du passé de la BNU. On effectua, sans résultats (heureusement pour le projet Michelin, pour les budgets et pour le planning), de nombreux sondages pour rechercher d'éventuels éléments du décor de l'architecture d'origine qui auraient été masqués par les aménagements du XX^e siècle et qui pourraient être valorisés par le projet actuel.

Ultérieurement, la Conservation régionale des monuments historiques prit conscience de l'importance des démolitions structurelles internes et notamment de celles de façades des cours intérieures, supprimées ou masquées, mais classées elles aussi, ce qui avait été, semble-t-il, un peu perdu de vue. Seul le remplacement de

ces maçonneries par des supports métalliques assurait lisibilité, fluidité et perspectives aux quatre étages des espaces publics. L'affaire fut réglée rue de Valois, par l'Inspection générale des monuments historiques qui admit le bien-fondé de la quasi-totalité des démolitions prévues. En compensation, quelques pans de murs anciens avec leur parement de grès restent visibles tant dans les espaces publics que dans les circulations internes, et des bandes de béton ont été insérées dans les sols parquetés des espaces publics pour marquer la trace des murs supprimés...

Enfin, de nouvelles excroissances (sans doute peu évitables) émergeront de la ligne des toitures (classées MH...) – éléments techniques (machineries de ventilation...) et réalisation de l'espace public du niveau 6 – et n'apparaîtront évidentes à tous qu'en cours de chantier⁷.

Passée la surprise initiale, il faut espérer que ces éléments nouveaux sauront se faire oublier...

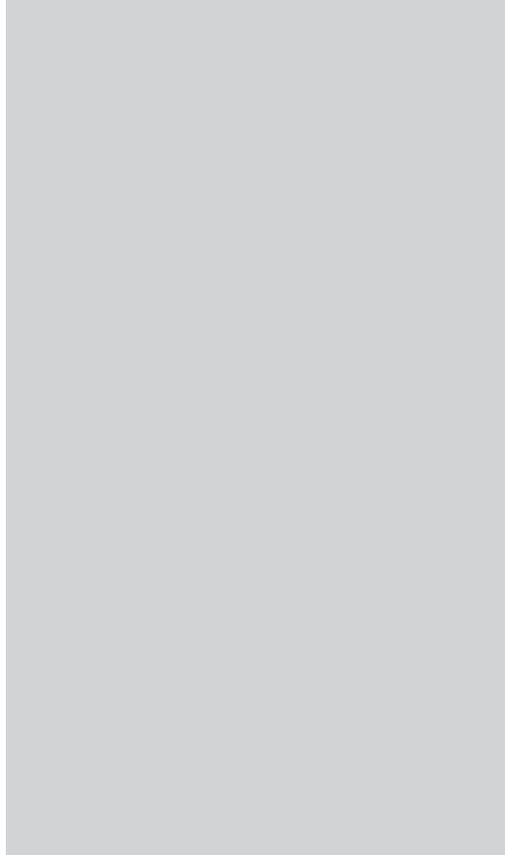
Par ailleurs, pour tenir compte de l'évolution récente des compétences des ACMH (architectes en chef des monuments historiques), il convenait d'attribuer la maîtrise d'œuvre des travaux concernant les seules parties classées de ce bâtiment appartenant à l'État à Christophe Bottineau, ACMH compétent pour le Bas-Rhin (agence 2BDM).

Concrètement, l'extérieur du dôme (son étanchéité?) relève d'un architecte et l'intérieur d'un

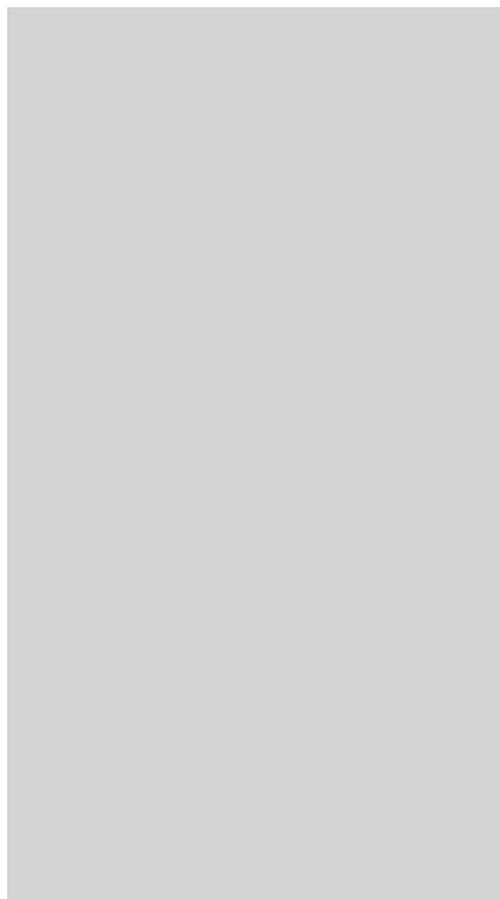
Sommet du dôme en travaux (septembre 2012).

⁷ Plus tard, en cours de chantier, seul un plafond ancien avec sa décoration d'origine fut mis à jour, mais son intérêt n'a pas été jugé suffisant pour être conservé. Par ailleurs, les services de la Drac pouvaient quasiment suivre le chantier depuis leurs bureaux situés de l'autre côté de la place...

Piliers du niveau 5 des magasins, suspendus dans le vide avant reconstitution d'un niveau «historique» (août 2011).



Démolition de la Salle 4 (février 2011).



autre; une entreprise était en charge des parties vitrées, une autre des parties non vitrées...

La suite du chantier a montré la complexité de la restauration de cet élément (plusieurs mois de retard du chantier peuvent lui être imputés)⁸.

Et comme pour donner un supplément de complexité à l'opération, c'est à la BNU (qui devenait ainsi maître d'ouvrage pour cette partie des travaux) que le ministère de l'Enseignement supérieur a délégué des crédits particuliers (soit 1,4 million d'euros non prévus au départ de l'opération) pour la mise en sécurité et la restauration des façades (notamment des parties sculptées) voisinant la place de la République et pour le nettoyage des autres façades⁹.

L'ÉVOLUTION DU PROGRAMME

La prise en compte progressive par les équipes de la BNU des perspectives offertes par la transformation totale du bâtiment République a donné lieu, tout au long des études et même en cours de chantier, à des demandes d'ajustements ou de modifications de plusieurs éléments du programme initial.

Grâce à la bienveillance de la maîtrise d'ouvrage et à la collaboration de la maîtrise d'œuvre, ces demandes ont heureusement été prises en compte. Voici les plus significatives :

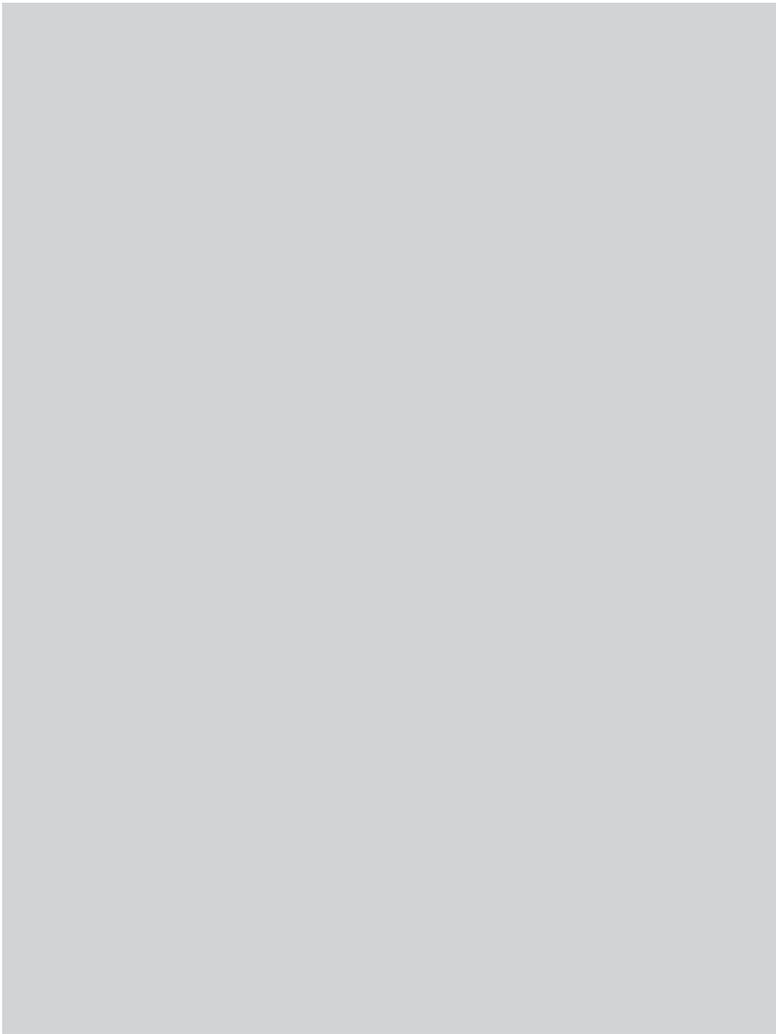
– création d'une salle d'actualité à l'entrée des

services de bibliothèque; cet espace – malheureusement réduit – sera dédié à la presse (papier et en ligne) ainsi qu'à la présentation des nouveautés de l'édition universitaire et à l'actualité des expositions;

- création d'une cafétéria dans un bel espace donnant sur la place de la République, situé à l'entrée même de la bibliothèque et accessible à tous;
- prise en compte du prêt automatisé des documents et, dans un second temps, du retour automatisé avec, notamment, une boîte de retour 24 h/24 à l'extérieur de l'établissement;
- à la demande du conseil régional (l'un des cofinanceurs), utilisation de la géothermie pour le chauffage et le refroidissement de l'immeuble, et récupération des eaux pluviales pour les sanitaires;
- aménagement de réserves visitables : cette réelle innovation dans le monde des bibliothèques académiques françaises, fortement

⁸ Sans la contrainte «monument historique», on peut penser qu'un remplacement à l'identique par un dôme neuf aurait été une solution plus «sereine», voire – préférence toute personnelle – la création d'un dôme contemporain tel que celui que l'on peut voir (et visiter!) au Reichstag à Berlin.

⁹ Au cours des travaux de traitement des façades, la BNU a pu obtenir un mécénat de la société Kärcher qui a pris en charge l'intégralité du nettoyage de la façade est, faisant valoir sa maîtrise de la technologie basse pression sur des supports sensibles. Par la suite, la BNU n'a pas réussi à utiliser l'échafaudage extérieur comme support publicitaire malgré la notoriété du marché de Noël de Strasbourg.



Restauration des
éléments sculptés en
façade (mai 2013).

souhaitée par l'Administrateur (proposer régulièrement à des publics intéressés, dans de bonnes conditions de visibilité mais en dehors d'expositions patrimoniales régulièrement organisées par ailleurs par l'établissement, de découvrir l'étendue des richesses patrimoniales de la BNU) a été difficile à concrétiser, faute d'avoir été bien comprise par les uns et les autres en amont du chantier¹⁰;

- la mise au point des conditions thermo-hygrométriques a été particulièrement délicate : par rapport aux premières études, la BNU a souhaité, d'une part, que l'inertie thermique du bâtiment soit renforcée et, d'autre part, que les variations acceptables, tant pour la température que pour l'humidité, soient plus larges que celles généralement tolérées ; c'est ainsi, par exemple, que pour les magasins des fonds généraux, on a admis des variations de température de plus ou moins 4 °C (3 °C pour les collections patrimoniales) et de plus ou moins 10 % pour l'humidité.

Il s'agissait aussi bien de contenir les coûts de fonctionnement à venir que de réduire les surfaces requises par l'installation des machines ; sur ce dernier point, il faut reconnaître que le résultat est pour le moins « mitigé ».

D'ailleurs, c'est l'importance des surfaces requises par l'ensemble des installations techniques et aussi le fait d'avoir conservé deux étages entiers de magasins historiques qui étaient à l'origine d'une diminution importante des capacités de stockage de la BNU (que le Programme initial avait fixé à vingt années d'acquisitions, valeur 2006 !) ; c'est pourquoi l'appel d'offres concernant les rayonnages des magasins (presque tous sur rails) a dû être repris en modulant les largeurs de tablettes au plus près des dimensions réelles des ouvrages à conserver. Plusieurs kilomètres d'étagères ont ainsi été récupérés, mais la capacité de stockage de la BNU sur le site République sera sans doute limitée à une douzaine d'années d'acquisitions. La question du mobilier doit faire l'objet d'une

¹⁰ Ce sont six espaces dédiés – dont deux sont visibles en permanence depuis la salle de consultation des collections patrimoniales – d'une superficie globale de plus de 500 m² qui ont fait l'objet d'un appel d'offres d'aménagement muséographique complémentaire fin 2013. Ces espaces seront consacrés aux collections archéologiques et papyrologiques [1], aux manuscrits et incunables [2], aux « Pères fondateurs de la BNU » [3], aux monnaies et médailles [4], à l'iconographie et à la cartographie [5], aux fonds particuliers, notamment musicologiques (Gobineau, Goethe, Dante, Marie Jaëll, Richard Wagner...) [6].



mise au point particulière : si on peut tout à fait admettre que des éléments de mobilier tels que les sièges d'un auditorium ou les rayonnages compactus des magasins (notamment en raison des conséquences en matière d'éclairage, par exemple) soient traités par les architectes, la question peut se poser pour le mobilier spécifique à l'activité de la bibliothèque. Malgré les réticences de la BNU, les tables de lecture fixes (tables en rive) et, surtout, les banques d'accueil sont restées dans le champ de compétence des architectes. Cependant, pour ces dernières, la BNU a demandé et obtenu la fabrication de prototypes qui ont été assez largement modifiés après un examen (fort) critique par les personnels directement appelés à les utiliser. Si la volonté des architectes de maîtriser l'ensemble des éléments visuels présents dans les espaces qu'ils ont créés peut être complètement légitime, il n'en reste pas moins vrai que les bibliothécaires/utilisateurs doivent pouvoir faire valoir tous les critères liés au fonctionnement de l'établissement et particulièrement à son évolution.

Pour l'acquisition des tables, chaises et rayonnages de bibliothèque, le budget d'un million d'euros réservé dans l'opération a été transféré par le rectorat à la BNU. Pour éviter d'être lié à un seul fournisseur pour l'ensemble de ces trois éléments de mobilier, l'appel d'offres a été partagé en trois lots différents et, grâce au concours de l'OPC, deux salles entièrement terminées ont pu être mises à la disposition de la BNU pour que les candidats-fournisseurs puissent présenter leurs produits pendant quelques semaines comme cela leur était demandé. L'ensemble du personnel de la BNU a été consulté et la maîtrise d'œuvre (Nicolas Michelin et son associé Michel Delplace) a souhaité (très fort) être associé directement aux choix finaux. Heureusement, les points de vue des uns et des autres se sont avérés très proches et compatibles avec l'enveloppe financière prévue.

LE PHASAGE DES TRAVAUX

Pour des raisons de disponibilité budgétaire, le concours d'architecture exigeait un phasage des travaux. Si le jury de 2005 avait bien « pointé » ce point faible du projet Michelin, les premières études de 2007 montraient, à l'évidence, l'intérêt, voire la nécessité de mener les travaux d'un

seul tenant, en évitant une réouverture au public partielle des parties centrales du bâtiment alors que les travaux se poursuivraient en périphérie... Pour ce faire, il fallait mobiliser immédiatement 26 millions d'euros supplémentaires tout en renonçant à inclure la rénovation de l'immeuble Joffre dans l'opération. Grâce au « Plan de relance » décidé par le Gouvernement en 2008 (20 millions d'euros complémentaires) et complété par un nouvel apport des collectivités locales (6 millions d'euros), la consultation des entreprises put enfin être lancée en 2009 avec un budget qui ne subira plus d'évolution notable jusqu'à la fin du chantier et qui peut être synthétisé comme suit :

Coût global du projet :

64,8 millions d'euros TTC¹¹

- État : 43 650 000 €
- Région Alsace : 7 050 000 €
- Conseil général du Bas-Rhin : 7 050 000 €
- Communauté urbaine de Strasbourg : 7 050 000 €

LA BNU EN PHASE CHANTIER

PRIORITÉ À LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

Dès les préparatifs du chantier, en prévision d'une fermeture du site principal de la bibliothèque – qui devait être « libéré » au préalable de tout son contenu, notamment de ses 47 km linéaires de documents – pour une durée prévisionnelle de trois années universitaires (en fait, ce sera quatre), le principe d'un maintien d'un service public minimum avait été acquis. Il a été concrétisé pour la BNU par un triple dispositif :

- l'ouverture au public d'une salle de lecture de 19 places sur le site Fischart qui venait d'être réhabilitée en prélude au grand chantier République; cette salle permettait l'accès, via des magasins « semi-ouverts » à plusieurs centaines de périodiques courants et à plusieurs milliers d'usuels;
- sur le site Joffre, une autre salle de 19 places a été réservée aux lecteurs qui travaillaient sur les fonds précieux et patrimoniaux de la BNU qui étaient conservés sur place ou qui y avaient été transférés depuis le site République par le personnel de la BNU dans une réserve sécurisée spécialement aménagée;

¹¹ À ces coûts « Chantier » ou « Opération », il convient d'ajouter environ 2 millions d'euros inscrits sur les budgets d'investissement 2013 et 2014 de la BNU (équipements divers, mobiliers, informatique, RFID, muséographie...). On peut donc estimer le coût global TTC de l'opération BNU nouvelle à quelque 67 millions d'euros TTC et formuler au moins deux observations :
– ce chantier a montré l'efficacité des « financements croisés » que les pouvoirs publics cherchent actuellement à limiter;
– lorsqu'on prend connaissance du coût des chantiers, il importe de savoir de quoi on parle : entre le coût TTC d'une opération (ici 67 millions euros) et le coût HT des travaux, la différence peut aller du simple au double (ici 34 millions d'euros, montant de l'enveloppe financière disponible au moment de la consultation des entreprises et qui a été respectée jusqu'à la fin du chantier).

– en outre, pour chacun de ces deux sites, a fonctionné un service de prêt et de retour pour l'ensemble des documents empruntables à domicile dont la plus grande partie avait été entreposée sur 32 km d'étagères spécialement montées pour l'occasion dans deux hangars en bordure des pistes de l'aéroport d'Entzheim, à moins de 20 km de la place de la République, avec une liaison par autoroute qui a été utilisée quotidiennement par un service de navette mis en place par la BNU. La recherche d'un local présentant toutes les qualités requises et la mise en œuvre de rayonnages permettant un accès relativement aisé à tous les ouvrages ont parfois été « compliquées » et ont représenté un coût spécifique – pris en charge, comme il se doit, sur le budget global de l'opération¹² – assurément supérieur à une « simple » mise en cartons qui aurait rendu inaccessible l'essentiel des collections de la BNU pendant quatre années. Avec le dispositif en place, les documents étaient disponibles dans un délai de 6 à 24 heures. Ainsi était concrétisée la forte volonté de la BNU de ne pas pénaliser la recherche en sciences humaines et sociales au moment de la fusion des trois universités strasbourgeoises.

LES 10 OBJECTIFS DU PROJET ET LES 10 CHANTIERS DANS LE CHANTIER

Durant les quatre années (2011-2014) pendant lesquelles son site principal a été fermé au public, la BNU a formalisé, pour elle-même et pour son public, l'essentiel de ses activités. Alors que certains points font l'objet de développements spécifiques dans cet article, on a reproduit en encadrés (pages 88 et 89) ce qui a été porté à la connaissance du public.

L'ORGANISATION DE LA BNU POUR LE SITE RÉPUBLIQUE

Initiée par une réflexion interne conduite dès 2004 avec le concours de l'agence Doxulting, l'organisation de la BNU actualisée par un arrêté ministériel de 2006 et effective au cours de l'année 2007 (Secrétariat général / Action culturelle et relations internationales avec quatre directions « opérationnelles » : Services au public / Conservation et patrimoine / Développe-

ment des collections / Système d'information) sera conservée pour l'ouverture du site République.

Dès 2007, il est décidé que seules la Direction des services au public et celle de la conservation et du patrimoine rejoindraient le bâtiment rénové. Tous les autres services – y compris l'Administrateur – conserveraient leurs bureaux dans l'immeuble de la rue Joffre qui abrite par ailleurs une quinzaine de kilomètres de magasins¹³.

Il est heureux que le projet Michelin ait permis à la BNU de spécialiser, après la phase concours et dans une assez large mesure, l'utilisation des lieux, tant pour les services internes que pour les espaces ouverts au public.

C'est ainsi, pour les premiers, que la BNU a pu moduler les espaces en périphérie et les affecter à des bureaux, à des ateliers ou à des magasins en fonction de ses besoins et de ses priorités.

C'est également à l'initiative de la BNU que les quatre plateaux publics ont pu être spécialisés en fonction du « régime de circulation » des documents : le premier plateau desservi par l'escalier central (niveau 3) offre le maximum de places de travail avec des usuels qui ne peuvent être empruntés à domicile ; le deuxième plateau et la moitié du troisième sont réservés aux documents en libre accès pour le prêt à domicile, alors que l'autre moitié est réservée à la

Ambiance de travail à la
BNU (décembre 2014).

¹² Sans doute existe-t-il dans la préparation de tous les chantiers un peu complexes au moins une ligne budgétaire d'apparence « aléatoire » dont plus personne n'est en mesure de retracer la genèse ; pour la BNU, ce fut la ligne « Déménagement des collections » estimée globalement en 2006 à 300 000 euros ; au final, ce sera plus de 2 millions d'euros. On notera également que, pour la « sortie » des collections, faute de pouvoir consacrer les ressources nécessaires à la rédaction d'un cahier des charges pour un appel d'offres en bonne et due forme, la BNU fit appel aux services de l'UGAP. Pour le retour des collections, après un appel d'offres pour un travail sensiblement ou légèrement inférieur, la facture sera divisée par plus de trois.

¹³ Pour avoir une vue d'ensemble de l'organisation actuelle de l'établissement, on peut se reporter au site de la BNU : <http://www.bnu.fr/organisation/organigramme>

UN PROJET : 10 OBJECTIFS



Le projet s'est construit autour de dix objectifs principaux :

1. Extension des surfaces à 30 000 m², permettant de passer de 56 à 81 kilomètres linéaires de rayonnages, grâce à un troisième site (Fischart) et à une rationalisation des espaces dans les deux autres bâtiments (République et Joffre).
2. Augmentation du nombre de documents en libre accès, de 35 000 à 150 000 volumes.
3. Accroissement du nombre de places de travail : de 660 jusqu'à 750.

4. Rationalisation des services proposés au public, notamment par le regroupement de l'ensemble des salles de lecture sur le site République.
5. Modernisation des pratiques professionnelles grâce au recours à des technologies performantes (RFID, par exemple).
6. Mise en valeur des documents patrimoniaux dans des magasins historiques reconstitués et dans des réserves visitables.
7. Meilleures conditions de conservation, avec des choix énergétiques liés au développement durable (géothermie, usage modéré de la climatisation...).
8. Création d'outils pour l'action culturelle : auditorium de 146 places, salle d'exposition de 500 m².
9. Mise en sécurité du bâtiment et des collections.
10. Intégration à une valorisation urbanistique d'ensemble (redécouverte de la Neustadt, projet d'inscription du quartier au patrimoine mondial de l'Unesco).

Les objectifs du chantier vont donc bien au-delà de la seule mise en sécurité.

Perspective de la future salle de lecture principale (présentée par l'Agence Nicolas Michelin et Associés).

¹⁴ Alors que dans l'ancien bâtiment, les niveaux publics étaient ceux des magasins (la Salle 7 se trouvait au niveau 7 des magasins, mais le public ne pouvait pas le savoir), les étages actuels correspondent à ceux perçus par le public (ce qui a conduit, pour conserver une « parité » des niveaux supérieurs entre les espaces publics et les services internes à « nommer » un niveau de magasin 3a dans la double hauteur du niveau 3 public).

consultation des documents patrimoniaux ; le quatrième plateau – sans mise à disposition de documents de la BNU en libre accès à l'étage, au moins dans un premier temps – est réservé au travail sur place.

Il est à noter que cette répartition de base (schématiquement, davantage de places de travail aux niveaux 3 et 6, et davantage de collections aux niveaux 4 et 5) n'est pas figée par la distribution actuelle des courants forts et faibles intégrés dans les dalles béton : des choix d'aménagements différents, voire inverses, pourraient être faits dans les années qui viennent sans avoir à reprendre les réseaux¹⁴.

LA GESTION DU PROJET

Mener à bien un projet de cette importance suppose le rassemblement de plusieurs équipes. Au premier rang, il convient de saluer le travail de la maîtrise d'ouvrage. La BNU a pu disposer des compétences réunies à la Division des constructions et du patrimoine du rectorat de l'académie de Strasbourg et plus précisément de celles de son directeur Gilles Caron et de son adjoint Michel Perez. Une fois de plus, il faut souligner fortement à quel point la réussite d'un projet est liée à la compétence et à l'implication personnelle de tous ceux qui en sont chargés. La maîtrise d'œuvre associait les architectes ANMA (présents sur le site, en phase chantier, en moyenne deux jours par semaine, ce qui a

LES 10 CHANTIERS DANS LE CHANTIER



En parallèle au projet architectural et dans le droit fil de son *Projet d'établissement* et du *Contrat quadriennal 2009-2012*, la BNU poursuit l'amélioration des services qu'elle propose et se mobilise pour mener à bien dix chantiers :

1. Développement d'une bibliothèque numérique et participation à des projets de numérisation européens (www.numistral.fr).
2. Mise en valeur commune des ressources documentaires du site universitaire alsacien, par la mise en place du Schéma directeur de la documentation, ainsi que par les partenariats avec les collectivités territoriales (www.alsatica.eu).
3. Développement de la politique scientifique à partir de la mise en place du conseil scientifique de la BNU.
4. Préparation des 150 000 ouvrages destinés au libre accès dans les salles publiques.
5. Préparation intellectuelle et matérielle des collections patrimoniales en vue de leur présentation dans les réserves visitables et les magasins historiques.
6. Intégration et mise en valeur d'importants fonds reçus, en particulier celui de la bibliothèque du Conseil de l'Europe transféré en 2009.
7. Complément des opérations de récolement des collections entreprises depuis 2006, avec reconditionnement de séries (journaux) et mise à jour du catalogue.

8. Achèvement du chantier de rétroconversion (transfert sur base de données des notices correspondant aux Alsatiques et aux fonds entrés avant 1920, y compris les collections déposées à l'université de Strasbourg) avec la perspective d'atteindre 1,7 million de notices en 2014.

9. Poursuite d'une politique d'action culturelle ambitieuse par le développement de partenariats (expositions hors les murs) et la publication de *La Revue de la BNU*.

10. Inscription dans l'espace rhénan de l'enseignement supérieur, en parallèle avec l'approfondissement des relations internationales (Europe de l'Est, pays baltes, Russie).



La Revue de la BNU,
n° 8, automne 2013.

pu paraître insuffisant à certaines périodes critiques) et le bureau d'études (le strasbourgeois OTE Ingénierie) dont on connaît le rôle déterminant dans la conduite des chantiers actuels. L'option d'un bureau d'études local « pluridisciplinaire » était sans doute le choix qui s'imposait pour cette opération : la disponibilité sur place d'ingénieurs appelés à intervenir constamment sur le chantier dans leurs spécialités respectives – de nombreuses décisions ne pouvaient pas intervenir avant la phase de démolition – a constitué un atout évident dans la conduite des opérations. Par ailleurs, des contraintes spécifiques à ce chantier impliquaient un travail d'équipe entre plusieurs spécialités qu'il valait mieux voir regroupées au sein de la même entreprise¹⁵.

Cependant, pour la mise au point d'équipements spécifiques (matériels de la salle d'exposition et de l'auditorium, réseaux informatiques, par exemple), la BNU aurait apprécié une possibilité de recours à des cabinets spécialisés afin de pouvoir mieux connaître, puis évaluer, les techniques disponibles.

Par ailleurs, la gestion quotidienne du chantier faisait appel à Artelia pour une mission OPC (Ordonnancement, pilotage et coordination) concernant l'organisation du travail des différentes entreprises – notamment celles du second œuvre – sous la supervision à la fois des architectes et de la maîtrise d'ouvrage, son employeur ; mission parfois délicate, voire ingrate...

Enfin, il convient de saluer le travail réalisé en

¹⁵ Un seul exemple : la faible hauteur disponible sous plafond, notamment aux niveaux 4 et 5, nécessitait la réalisation de dalles béton les plus minces possible, sans faux plafond, alors que les options prises par la BNU (prises de courant et RJ 45 à la quasi-totalité des places de travail impliquaient l'incorporation des réseaux de courants fort et faible à l'intérieur des dalles ; cela supposait par ailleurs l'implantation précise de l'ensemble des places de travail très en amont du début des travaux).



¹⁶ On peut ajouter que la terrasse de l'appartement de fonction de l'Administrateur offrait une vue imprenable sur le chantier 24 heures sur 24, ce qui s'est révélé utile à l'occasion pour la sécurité du chantier.

¹⁷ Le signataire de ces lignes, qui a occupé cette fonction depuis la mise au point de l'esquisse (décembre 2006) jusqu'en décembre 2013 (attribution des marchés de mobilier et de muséographie), avant de passer le relais pour les mois qui ont précédé l'ouverture au public au secrétaire général de la BNU, Laurent Masson, qui avait étroitement et efficacement collaboré avec lui les années précédentes.

début de chantier par le groupement d'entreprises de gros œuvre (Urban/Demathieu & Bard) accompagné par AWS pour des démolitions mémorables qui, conduit sur le terrain par Paul Schwab, a mis en œuvre des techniques audacieuses et irréprochables pour les phases les plus délicates du chantier (maintien en place provisoire du dôme et de son assise maçonnée par des piles métalliques et par une poutre de couronnement en béton; suspension du niveau 6 des magasins de l'aile est conservée, alors que les niveaux inférieurs étaient totalement détruits).

Aux côtés de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, la plupart du temps on ne trouve pas, sur les chantiers publics français, de « maîtrise d'usage » (bien que son utilité soit défendue dans certaines études...).

Schématiquement, les usagers, futurs affectataires, sont réputés avoir exprimé complètement leurs besoins dans le Programme qui aura été traité au mieux par la maîtrise d'œuvre...

Autrement dit, en principe, les bibliothécaires,

futurs usagers, n'ont pas leur place sur un chantier de bibliothèque dès lors que les travaux ont débuté.

Il n'en a pas été ainsi sur le chantier de *BNU Nouvelle*.

D'abord, parce que les futurs usagers étaient présents en permanence dans leurs bureaux de l'immeuble d'en face¹⁶ et que les excellentes relations entre la BNU et la maîtrise d'ouvrage ont rendu possible dès le démarrage du chantier la présence de représentants de la BNU aux réunions de chantier hebdomadaires et à toutes les autres où la participation de l'établissement se justifiait.

L'organisation mise en place par l'Administrateur de la BNU (le dégagement d'un poste de chargé de mission « BNU Nouvelle¹⁷ » en capacité de s'exprimer en son nom, donc de représenter l'établissement et d'être ainsi l'« interlocuteur privilégié » de la maîtrise d'œuvre et surtout de la maîtrise d'ouvrage, le « sachant », selon la terminologie utilisée par les entreprises) a sans doute également favorisé la « pré-

sence» (active) de la BNU sur son chantier. Deux conditions devaient impérativement être remplies pour maintenir une «crédibilité» suffisante auprès des nombreux interlocuteurs potentiels d'un chantier de cette importance :

- que tous les acteurs du chantier aient pu clairement percevoir que l'«usager BNU» s'exprimait habituellement par le chargé de mission, même si les positions BNU pouvaient évoluer au fil des mois et si les inévitables «nouvelles idées» pouvaient être diversement appréciées ;
- que ce dernier ne se substitue pas à la maîtrise d'ouvrage dans les relations avec les architectes, le bureau d'études ou l'OPC ; il peut naturellement parler et même écrire à tout monde, mais il fait de nombreuses copies et il ne donne jamais d'instruction à une entreprise...

Pour autant – quelles que soient les conditions d'organisation du chantier –, il convient de rappeler l'impérieuse nécessité pour le futur usager d'obtenir puis d'examiner tous les plans, tous les documents, aussi bien ceux réalisés par la maîtrise d'œuvre pour la consultation des entreprises que les incessantes mises à jour en cours de chantier. Sans oublier d'être présent pour examiner prototypes et échantillons après, bien entendu, avoir réussi à se faire inviter aussi souvent que nécessaire...

Et alors que le chantier touche à sa fin, on peut se rendre compte que l'on n'a pas été assez attentif au positionnement des prises et des interrupteurs électriques, à l'emplacement des radiateurs ou encore à la disposition des très nombreuses prises d'air...

Pendant toute la durée des travaux et pendant les mois qui les ont précédés, c'est une organisation souple et évolutive qui a prévalu à l'intérieur de la BNU. Il n'y a pas eu de «Groupe projet» caractérisé et stable, mais de nombreuses réunions à la composition «ouverte», à géométrie variable selon les sujets. (Rappelons que la bibliothèque restait ouverte pour le public et que ses équipes étaient mobilisées pour mener à bien ses propres chantiers en vue de la réouverture de 2014.)

Des points en cours pouvaient être évoqués et discutés à l'occasion de la réunion hebdomadaire de direction du mardi matin ou des orientations engageant l'avenir de l'établissement (par exemple, les horaires d'ouverture

au public, l'organisation des collections sur les niveaux publics ou encore l'évolution des principes de classement des ouvrages en magasins) pouvaient être traités en séminaire bisannuel des directeurs.

Bien entendu, l'Administrateur était régulièrement appelé à valider ou à arbitrer entre des points de vue qui pouvaient être divergents.

Au total, ce sont toutes les équipes de la BNU qui se sont engagées dans l'aventure, non sans appréhension parfois, car, par exemple, l'instauration du libre accès (avec parallèlement, la suppression du tout poste de travail permanent dans les magasins) a représenté des changements majeurs dans le travail quotidien de nombre d'agents.

LE PUBLIC

Alors que la fermeture au public de la BNU le 1^{er} octobre 2010 avait donné lieu à une mémorable (et joyeuse!) *Nuit de la BNU* le 15 octobre suivant, *BNU Nouvelle* a fait «portes ouvertes» pour les Strasbourgeois les 22 et 23 novembre 2014.

Plus de 8000 personnes se sont rendues place de la République pendant ces deux premières journées et beaucoup ont pu bénéficier des nombreuses visites des services internes¹⁸.

Entre ces deux «événements», la BNU a pris garde de ne pas négliger son public, voire le grand public.

Outre les différents tracts informant en permanence les lecteurs des ressources documentaires disponibles tant dans les bibliothèques du service commun de la documentation que dans le réseau de lecture publique, la BNU a mené une politique de communication active sur son chantier.

D'innombrables articles de presse sont parus pendant ces quatre années et, singulièrement, dans le quotidien régional *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* qui ont consacré à plusieurs reprises des pages entières à suivre l'évolution du chantier.

Il est peu probable qu'une rénovation de bibliothèque en France ait suscité autant d'intérêt auprès des médias locaux ; cela tient sans doute à l'aura particulière de la BNU sur Strasbourg et à une sorte de nostalgie éprouvée par les très nombreux Strasbourgeois qui avaient utilisé ou

¹⁸ On peut trouver sur www.bnu.fr et sur Flickr de très nombreuses photos de la BNU en chantier ; en particulier, des photos des premières journées d'ouverture au public : <https://www.flickr.com/photos/acs/>



fréquenté l'établissement, ne serait-ce que la Salle 7 ouverte depuis toujours tous les soirs jusqu'à 22 heures.

De très nombreuses visites de chantier ont été organisées : outre le personnel de la BNU et les agents des autres bibliothèques strasbourgeoises, les responsables politiques et administratifs de la Ville et de la Région, les architectes, les bureaux d'études et leurs clients, les jeunes gens en formation dans les métiers du bâtiment, les voisins, les collègues français et étrangers, le grand public pendant les journées du patrimoine et le président de la République le 8 novembre 2010, tous ont été impressionnés par un chantier d'exception et d'autant plus spectaculaire que rien ne le laissait prévoir derrière les façades auxquelles on ne « touchait » pas.

La BNU avait habillé la clôture du chantier de panneaux détaillant et illustrant les « 10 objectifs du chantier » ainsi que les « 10 chantiers dans le chantier » ou encore proposant une galerie photographique composée d'agrandissements géants représentant – en réalité, les faisant découvrir – les parties sculptées dans les hauteurs des façades que les échafaudages avaient permis d'atteindre pour les photographier de face.

Gardant en mémoire une première phase de démolition presque totale lourdement éprouvante, y compris pour le voisinage, et en dépit d'un retard final limité à quelques mois, la BNU est particulièrement satisfaite d'avoir atteint son objectif essentiel : rouvrir au public son site principal pour la rentrée universitaire 2014¹⁹.

Et tous les acteurs de ce chantier hors norme doivent en être chaleureusement félicités.

Le public propre de la BNU a pu prendre possession des lieux le lundi 24 novembre et, sans doute, apprécier à sa juste valeur l'exceptionnelle amplitude des heures d'ouverture : 80 heures par semaine, de 10 à 22 heures du lundi au samedi et de 14 à 22 heures le dimanche.

Pour la première fois, une bibliothèque publique est ouverte à Strasbourg un dimanche!

Il convient de relever que l'accès au centre de la BNU, jusqu'au pied du grand escalier avec perspective vers le dôme (comme l'avait souhaité Nicolas Michelin) est désormais possible pour tous, y compris pour les touristes, toujours plus nombreux à découvrir le quartier allemand – la Neustadt – de Strasbourg dont la municipalité souhaite l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco.

Pour inviter tout un chacun à découvrir la BNU Nouvelle, laissons la parole à un ancien universitaire strasbourgeois qui redécouvrait « sa maison » : *« Au lieu d'un sinistre bunker, nous avons trouvé une espèce d'architecture idéale, et un puits de lumière par lequel nous puiserons chaque jour aux sources du savoir [...]; il nous élève sans nous écraser, il nous éclaire sans nous éblouir [...]; la spirale nous fait monter au sommet et redescendre à la base, sans jamais quitter le grand chemin que tout le monde emprunte. »*

La BNU Nouvelle²⁰ espère et attend une inauguration officielle au cours des premières semaines de 2015.

B:F

¹⁹ La cafétéria et les réserves visitables seront ouvertes au public début 2015.

²⁰ *Le Monde* (dans ses éditions du 27 décembre 2014 et du 11 janvier 2015) ainsi que *Télérama* (14 janvier 2015) ont salué très positivement les qualités de cette réalisation.